

LA LUTTE POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

LAU KIN CHI *



RÉMY HERRERA**



La crise alimentaire, qui a surgi en 2007-2008 et eu des effets absolument catastrophiques sur les populations de nombreux pays du Sud, spécialement sur le continent africain, ainsi que les révoltes populaires auxquelles elle a donné lieu représentent deux des multiples facettes de la grave crise que traverse aujourd'hui le système mondial capitaliste¹. D'autres dimensions inquiétantes de cette crise systémique comprennent les aspects socio-économiques, politiques, idéologiques, énergétiques et climatiques. Toutefois, ses dimensions alimentaire et agricole révèlent l'échec global et les profonds dysfonctionnements qui caractérisent le « modèle » d'agriculture imposé à l'échelle mondiale par le capital financier et les firmes transnationales de l'agrobusiness depuis la deuxième moitié

* PROFESSEUR DU DÉPARTEMENT D'ÉTUDES CULTURELLES DE L'UNIVERSITÉ DE LINNAN DE HONG KONG, CHINE

** CHERCHEUR AU CNRS (UMR 8174 – CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE, FRANCE)

¹ Cet article est une présentation de l'ouvrage, issu d'une réflexion collective dans le cadre du FMA (Forum mondial des alternatives), intitulé *The Struggle for Food Sovereignty*, à paraître en juillet 2015 chez Pluto Press à Londres (www.plutobooks.com) que nous remercions pour son autorisation de publier cette présentation.

des années 1970 et le début de l'ère néolibérale, conjointement à l'application des politiques d'austérité dans les pays du Nord et des plans d'ajustement structurel (PAS) dans les pays du Sud. Depuis maintenant plus de trois décennies et demie, les paysanneries du monde entier ont souffert de l'intensification des attaques du capital contre leurs terres, leurs ressources naturelles et leurs moyens de production. Ces mêmes attaques ont aussi érodé le rôle de l'État et la souveraineté nationale, tout en déstructurant les individus, les familles et les communautés, en détruisant l'environnement, et en menaçant la survie d'un nombre gigantesque d'êtres humains à travers le monde.

46 Les dysfonctionnements affectant les secteurs agricoles peuvent être appréhendés par l'identification d'une série de paradoxes tout à fait saisissants. En effet, près de trois milliards de personnes sur terre continuent à l'heure présente de souffrir de la faim (pour un tiers) ou de malnutrition (pour les deux tiers), alors même que les productions agricoles dépassent largement les besoins alimentaires ; d'où une surproduction effective d'au moins 150%. Ajouté à ceci, une grande majorité de ces personnes vivent en zone rurale : les trois quarts des individus souffrant de sous-alimentation sont eux-mêmes des paysans. Dans le même temps, l'extension des espaces consacrés à la mise en culture agricole s'accompagne dans le monde d'un déclin significatif du nombre de populations paysannes par rapport aux populations vivant en zone urbaine – zone qui absorbe un exode rural massif et persistant, tout particulièrement vers des bidonvilles misérables et s'étendant toujours plus. De plus, une proportion croissante des terres est cultivée par les firmes transnationales, qui ne dirigent pas leurs productions agricoles vers la consommation alimentaire, mais plutôt vers des débouchés beaucoup plus rentables, qu'ils soient industriels ou énergétiques (par exemple, les agrocarburants). Dans la plupart des pays du Sud qui sont les plus exclus des bénéfices de la mondialisation capitaliste, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est, un relatif dynamisme des exportations agricoles dérivées de cultures commerciales de rente coexiste avec la forte augmentation des importations de produits de base destinées à répondre aux besoins alimentaires. À l'évidence, et d'urgence, les choses doivent changer. Pour cela, il est important pour les luttes menées dans les différentes régions du monde de développer et d'approfondir une compréhension concertée des difficultés et d'accorder leurs priorités à des stratégies tenant compte des spécificités, mais partageant des visions communes sur l'avenir.

Cadre général

Samir Amin² propose une série d'éléments d'analyse destinés à répondre aux principales questions relatives aux types appropriés d'agriculture visant à garantir l'objectif de la souveraineté alimentaire ; aux productions agricoles à privilégier afin de parvenir à un modèle de développement capable de concilier l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire et la préservation de l'environnement ; et aux réflexions sur la résolution de la question agraire.

Il analyse l'agriculture familiale et les différences existant entre les pays du Nord et ceux du Sud. Au Nord (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest), c'est une agriculture familiale moderne et très productive qui domine, répond aux besoins alimentaires et dégage des excédents exportables. Néanmoins, bien qu'intégrée au système capitaliste, cette agriculture n'a pas l'une des caractéristiques du capitalisme : son organisation du travail ne nécessite généralement qu'une main-d'œuvre réduite et polyvalente. Dans la logique capitaliste, une partie significative des revenus générés par les agriculteurs – même lorsqu'ils sont propriétaires fonciers – est contrôlée et ponctionnée par des segments du grand capital, ce qui implique que leur rémunération ne correspond pas à leur productivité. De ce fait, l'agriculture familiale peut être assimilée au statut d'un sous-traitant ou d'un artisan travaillant dans un système de *putting-out* (« donné en dehors », sous-traitance), pris dans un étau entre les banques, les grandes surfaces et l'agro-industrie.

Au Sud, où les familles paysannes représentent près de la moitié de l'humanité, les types de systèmes agricoles varient, avec entre eux d'importantes différences en termes de productivité (du latifundium mécanisé aux microparcelles, avec terres pour l'autoconsommation ou l'exportation de cultures de rente...). Mais, considérés dans leur ensemble, ces agricultures du Sud – très souvent paysannes – souffrent d'un écart de productivité (allant croissant) par rapport à celles du Nord. La plupart des agricultures familiales du Sud sont sous-équipées, non compétitives et orientées vers l'alimentation de subsistance, ce qui explique la pauvreté du monde rural ou l'inefficacité de l'offre de nourriture dirigée vers les villes. Cependant, l'agriculture paysanne du Sud est également largement intégrée au

47

² Ch. 1. « Food Sovereignty and the agrarian question : constructing convergence of struggles within diversity ».

système capitaliste dominant mondialement et localement, et ses profits sont donc aussi siphonnés par le grand capital.

Ici, la question clé est celle de savoir si l'agriculture dans les pays du Sud pourrait être modernisée par le capitalisme. S. Amin répond que non et critique la notion de « sécurité alimentaire », selon laquelle le Sud devrait s'appuyer sur une spécialisation dans les produits de cultures de rente pour l'exportation afin de couvrir les déficits alimentaires. Il en résulte un véritable désastre, comme a pu le montrer la récente crise alimentaire. Ce qu'il faut rechercher, c'est la souveraineté alimentaire, et une condition *sine qua non* en est l'accès à la terre pour tous les paysans, à considérer comme un but vers lequel la plupart des luttes en zone rurale sont orientées.

Amin différencie les types de systèmes fonciers au Sud, selon le statut de la propriété. Le premier système est la tenure de la terre fondée sur la propriété privée. Depuis le processus dit des « *enclosures* » du début du capitalisme en Europe occidentale, ce régime est considéré comme la forme « moderne » de la propriété foncière par la rhétorique de l'idéologie « libérale » et de la gestion rationnelle de la terre en faisant de cette dernière une « marchandise » échangeable au prix du marché. S'opposant à cette thèse, Amin affirme qu'il est au contraire inadmissible de tirer de la construction de la modernité au Nord des leçons pour l'avancement des peuples du Sud dans son ensemble. Pour changer la terre en propriété privée, la réactivation actuelle des « *enclosures* » provoque la dépossession des paysans, tout comme à l'époque coloniale. D'autres formes de réglementation du droit d'usage de la terre sont concevables et pourraient produire des résultats similaires, en évitant la destruction amenée par le capitalisme.

Le régime foncier non fondé sur la propriété privée est le second système, lequel prend des formes hétérogènes et où l'accès à la terre est régi par des règles dérivées d'institutions impliquant à la fois des individus, des communautés et l'État. Parmi ces règles figurent celles qui sont « coutumières », garantissant traditionnellement l'accès à la terre à toutes les familles – ce qui ne signifie pas des droits égaux. Ces droits d'usage par les communautés sont limités par l'État et n'existent aujourd'hui que sous des formes dégradées, car attaquées par l'expansion capitaliste. Fréquemment, les puissances coloniales européennes ont laissé survivre des pratiques coutumières pour maintenir leur domination. Le même phénomène se produit à l'heure actuelle sous les pressions impérialistes. Des révolutions populaires en Asie ou en Afrique ont quelquefois remis en cause

cet héritage. La Chine et le Vietnam constituent des exemples uniques du succès d'un système foncier reposant sur des droits de tous les paysans au sein du village. Cela correspond à une égalité dans l'accès à et l'utilisation de la terre, avec l'État présent en tant que seul propriétaire et une distribution égale des terres entre les familles bénéficiaires de l'usufruit. Amin examine l'évolution de ce système fondé sur la suppression de la propriété privée, et sa capacité à résister aux attaques dont il souffre à l'époque actuelle.

Ailleurs, des réformes agraires mises en œuvre par des blocs hégémoniques non révolutionnaires ont généralement dépossédé seulement les grands propriétaires terriens au profit des paysans moyens (ou même riches), en ignorant les intérêts des familles pauvres. De nouvelles vagues de réformes agraires sont nécessaires aujourd'hui pour répondre aux demandes légitimes des paysans les plus pauvres et sans terre en Inde, en Asie du Sud-Est, au Kenya, en Afrique du Sud, dans les pays arabes, ainsi qu'en maints endroits d'Amérique latine. C'est aussi vrai pour d'autres régions du Sud, où les droits de propriété privée capitaliste n'ont pas encore pénétré profondément, comme l'Afrique intertropicale.

Cela pourrait se faire grâce à un élargissement de la définition de la propriété publique pour y inclure la terre, avec une démocratisation de l'État et une minimisation des inégalités. Toutefois, le succès de ces réformes agraires reste toujours incertain parce que de telles redistributions maintiennent des systèmes de tenure guidés par le principe de la propriété et renforcent même l'attraction de la propriété privée. Dans le discours dominant, au service des intérêts du capital et de son modèle agro-industriel, une « réforme moderne » du régime foncier signifie la privatisation, soit très exactement le contraire de ce qu'exigent les défis de la construction de projets agricoles démocratiques et alternatifs fondés sur des économies dans lesquelles la famille paysanne prospère. Le seul véritable obstacle à la tendance accélérée de la propriété foncière à la marchandisation et à l'appropriation privée est donc la résistance et l'organisation de ses victimes : les paysans.

L'Amérique latine

*João Pedro Stedile*³ examine les formes et les tendances de la pénétration du capital dans le secteur agricole en Amérique latine,

³ Ch. 2. « Reflections on the tendencies of capital in agriculture and challenges for peasant movements in Latin America ».

et étudie les défis actuels imposés aux mouvements paysans et à leurs programmes sur ce continent, en particulier *La Via campesina*. L'auteur commence par analyser les mécanismes par lesquels le capital accumulé en dehors de l'agriculture a pris le contrôle de ce secteur et a concentré ce dernier à l'échelle mondiale dans la phase actuelle du capitalisme financiarisé.

Il élabore la façon dont, en raison de la crise actuelle, les grandes firmes du Nord ont fui vers les pays périphériques pour sauver leur capitaux volatils en investissant dans des actifs fixes, tels que les terres, les matières premières et minéraux, l'eau, les territoires de biodiversité ou l'agriculture tropicale, et en captant des sources d'énergie renouvelables, en particulier pour la production d'agro-carburants. Cela a généré des opérations spéculatives sur les marchés à terme et une hausse des prix des produits agricoles échangés sur les marchés boursiers mondiaux, sans aucune corrélation avec les coûts de production et la valeur réelle du temps de travail nécessaire socialement.

Stedile analyse ensuite les conséquences de l'imposition de la propriété privée des ressources naturelles par ces firmes sur la vie et l'organisation des paysans, avec des peuples et des États qui perdent leur souveraineté sur la nourriture et les processus de production. Le « modèle » destructeur du capital pour l'agriculture – ou agrobusiness, « agriculture sans peuple » – entraîne de profondes (en fait, insurmontables) contradictions.

Dans cette optique, Stedile défend quels pourraient être les principaux éléments d'un programme paysan qui promeuve un contrôle par les travailleurs, des agricultures anticapitalistes, la souveraineté alimentaire et la protection de l'environnement dans les pays du Sud. Cette plate-forme alternative comprend : une priorité accordée aux politiques de souveraineté alimentaire et d'alimentation saine ; le recul de la concentration de la propriété privée sur la terre et la nature ; une diversification de l'agriculture ; l'accroissement de la productivité du travail et des terres et l'adoption de machines plus respectueuses de l'environnement ; la réorganisation des industries agricoles sur petite ou moyenne échelle, avec un contrôle par les travailleurs et les paysans ; le contrôle de la production alimentaire par des forces sociales nationales et l'interdiction pour les capitaux étrangers de posséder des terres ; l'arrêt de la déforestation ; la préservation et la diffusion des semences améliorées indigènes et la prohibition des semences génétiquement modifiées ; l'accès à l'eau comme droit à un bien commun garanti à tous les citoyens

et le développement des infrastructures dans les communautés rurales ; la mise en œuvre d'une souveraineté énergétique populaire et le réexamen des modèles de transport ; des droits garantis pour les communautés indigènes ; la promotion de politiques publiques à vocation sociale dans l'agriculture ; l'universalisation de la protection sociale à l'ensemble de la population ; la généralisation des programmes éducatifs en zone rurale et la valorisation des traditions culturelles locales ; la modification des accords internationaux de libre-échange fonctionnant au détriment des peuples ; et l'encouragement de relations sociales fondées sur les valeurs humaines construites au cours des millénaires, comme la solidarité et l'égalité – qui sont les valeurs mêmes du socialisme.

Stedile expose quelques-uns des défis organisationnels et politiques que les mouvements paysans devront relever aux niveaux local et mondial, afin de faire face à un déséquilibre des forces actuelles en leur défaveur, où le capital global est à l'offensive pour contrôler la nature et les produits agricoles. Une telle analyse résulte de l'examen des réalités concrètes de l'Amérique latine, et des résistances de ces mouvements paysans contre les destructions capitalistes. Enfin, l'auteur suggère d'affronter les intérêts du capital transnational et ses mécanismes de contrôle par : la construction d'un modèle de développement populaire et alternatif de production agricole dirigé par les travailleurs et les paysans ; la transformation de la lutte pour la terre en lutte pour le territoire ; l'élaboration d'une matrice technologique fondée sur l'agro-écologie, des écoles libres dans les campagnes, des programmes de formation à tous les niveaux et des moyens de communication de masse alternatifs ; ainsi que le renforcement des luttes sociales de masse avec, contre les ennemis de classe, des alliances regroupant tous les secteurs qui vivent en zone rurale et les travailleurs des villes, et ce, nationalement comme internationalement.

51

L'Afrique

En mettant surtout l'accent sur l'Afrique australe, *Sam Moyo*⁴ présente un aperçu des paysanneries qui ont subi des attaques

⁴ Ch. 3.: « Rebuilding African peasantries: inalienability of land rights and collective food sovereignty in Southern Africa ».

successives aux périodes du colonialisme, de l'après-indépendance et du capitalisme néolibéral. Il souligne les perspectives destinées à les reconstruire sur la réaffirmation de l'inaliénabilité des droits fonciers et de la souveraineté alimentaire collective. Son point de départ est la situation désespérée de la plupart des paysans africains, confrontés à une crise de la reproduction sociale, à l'insécurité alimentaire et aux revenus insuffisants tirés de la terre, et leurs stratégies de survie dans un contexte de retrait de l'État. Par-delà la diversité des agricultures africaines, leur échec persistant et généralisé pour augmenter la productivité et l'offre, ainsi que pour résoudre les questions agraires visant à améliorer la reproduction sociale de la majorité des paysanneries – conçues comme des éléments de démocratisation et de développement national – est patent, et dramatique.

52 Des siècles d'aliénation systématique des terres et d'exploitation du travail des paysanneries, à travers une intégration inégale dans le système capitaliste mondial au cours des périodes coloniale et post-indépendante, ont abouti au sous-développement des systèmes agraires. Les PAS ont accentué leur extraversion, l'extraction de plus-value, la concentration de terres, l'importation de biens alimentaires et la dépendance vis-à-vis de l'aide. Récemment, un nouvel assaut mené par les acteurs étrangers de l'accaparement des terres a dépossédé la paysannerie de ses sols et ressources naturelles, et intensifié encore l'exploitation du travail. Ces processus d'accumulation amoindrissent la valeur sociale de la production paysanne fondée sur le travail de la famille auto-employée et l'autoconsommation, ainsi que sa capacité à adopter des techniques et cultures permettant d'accroître les productions faiblement consommatrices d'énergie pour sa reproduction sociale. De telles évolutions, qui sont conduites par le capital financiarisé et l'agrobusiness au détriment des paysanneries marginalisées, exacerbent les conflits locaux et accélèrent la polarisation de l'accumulation agricole.

Moyo examine l'histoire longue de la destruction des systèmes de production alimentaire en Afrique en analysant la trajectoire de l'accumulation primitive et de désarticulation de ces sociétés agraires. Il décrit les différentes phases, formes et tendances de l'aliénation des terres, de la dépossession et de l'intégration des paysanneries, du colonialisme et du développementisme post-indépendant jusqu'au néolibéralisme et à son accumulation primitive ré-institutionnalisée. Il analyse la crise actuelle sous

les aspects de l'accaparement des terres et des « fermiers sous contrat ». Puis, il explique le sous-développement des forces productives agraires à partir d'exemples de pays – mal intégrés – de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), et les changements qualitatifs dans l'extraction des surplus agricoles et son externalisation par les régimes commerciaux sous-régionaux et mondiaux inégaux sous l'ère néolibérale. Ici, ce sont la récente crise globale des prix agricoles et alimentaires, notamment dans la région de la SADC, ainsi que l'hégémonie du capital sud-africain qui sont étudiées. Moyo évalue les conséquences sociales de ces processus sur l'effondrement de la consommation alimentaire de base et l'aggravation de la pauvreté en matière d'alimentation – sauf dans quelques enclaves « sécurisées » – et sur les stratégies néolibérales « alternatives » proposant une marchandisation universelle de la terre.

La véritable alternative serait celle qui donne la priorité à la souveraineté alimentaire et à un usage soutenable des ressources par de petits producteurs autonomes dans le cadre d'une démocratie inclusive et solidement appuyée sur le progrès social. Cela nécessite une série de décisions de politique publique allant dans le sens de la restructuration de ces systèmes alimentaires, y compris des choix des biens de base à produire afin de satisfaire les besoins sociaux, une redistribution des moyens de production alimentaire (terre, intrants, eau), des investissements infrastructurels lourds et l'amélioration des ressources humaines des paysanneries. Cette tâche appellera aussi des intégrations régionales. Une réorientation des politiques agricoles de la région de la SADC vers des stratégies plus collectives de défense de la souveraineté alimentaire et des droits fonciers est nécessaire, dans le but d'inverser l'approche actuelle de cette régionalisation orientée vers le marché et le libre-échange.

53

L'Asie (I) : la Chine

Erebus Wong et *Jade Tsui Sit*⁵, en disciples de Wen Tiejun, tentent de repenser la problématique de la « Chine rurale » dans la perspective du développement de ce pays et plaident pour une

⁵ Ch. 4. « Rethinking 'rural China », unthinking modernisation : rural regeneration and post-developmental historical agency ».

régénération paysanne comme alternative à une « modernisation » destructrice. Cette dernière est souvent réduite à l'industrialisation et au renforcement de l'État, menés en plusieurs phases du milieu du XIX^e siècle jusqu'à la période révolutionnaire. Il semble en effet pertinent de reconsidérer l'héritage intellectuel du mouvement de reconstruction rurale – actif au cours des années 1920 et 1930, mais trop négligé aujourd'hui – dans la Chine post-développementale, où le secteur rural a été historiquement exploité.

Pour comprendre la situation actuelle de la paysannerie de la Chine – la majorité de sa population –, il est nécessaire d'examiner les mécanismes impliqués au-delà de la dichotomie collectivisation-libéralisation. La terre est une question clé pour la Chine, qui doit nourrir 19% de la population du globe à partir de 8% des terres arables de la planète. En dépit de l'ampleur de sa production agricole, seuls 13% de la superficie totale du pays peuvent être cultivés. L'explication se trouve dans le fait que la terre est la propriété collective des communautés villageoises et distribuée entre les familles paysannes, lesquelles l'utilisent principalement pour la production de biens alimentaires destinés au maintien de l'autosuffisance. Wong et Sit proposent un aperçu historique sur la modernisation de la Chine saisissant l'essence de sa trajectoire au cours des 60 dernières années. Après 1949, le nouveau régime a connu une industrialisation de type soviétique, qui installa un système dual asymétrique en défaveur de la paysannerie. Cependant, en dépit de cette stratégie d'industrialisation, la paysannerie a bénéficié des réformes agraires radicales.

Aujourd'hui, de nombreux paysans souffrent d'exploitation et d'injustice, mais certaines pratiques socialistes résiduelles subsistent, y compris l'héritage des réformes agraires. Au milieu des années 1980, l'adoption d'une croissance orientée vers les exportations a entraîné des flux de travailleurs migrants des régions rurales vers les villes – flux principalement constitués par l'excédent de force de travail des ménages ruraux possédant une petite parcelle, sans expropriation de terres. Le secteur rural a relevé le coût de la reproduction sociale du travail et servi de tampon pour absorber en ville les risques sociaux provoqués par les réformes procapital actuelles. Il a également montré sa capacité de stabilisation en régulant le marché du travail et en réabsorbant les travailleurs migrants chômeurs dans les villes pendant les crises cycliques.

Cependant, des intellectuels du courant dominant soutiennent l'idéologie néolibérale qui préconise la marchandisation des terres. Sous la pression de projets de construction menés par des gouvernements locaux aux budgets très contraints et par des spéculateurs immobiliers, l'expropriation des terres s'est accélérée au cours de la décennie 1990. Près de 40 à 50 millions de paysans ont perdu leurs terres ; des paysans sans terre sont apparus dans les années 2000, tout spécialement après la loi de 2003 qui modifia la législation sur les terres arables collectives et exclut une nouvelle génération de l'allocation de terres par redistribution. Les auteurs expliquent les dangers de telles évolutions, qui affaiblissent les mécanismes de gestion des risques par internalisation dans la communauté rurale, en un temps où 200 millions de travailleurs migrants paysans vivent en ville et sont actifs à l'intérieur de la classe ouvrière. C'est pourquoi, dans l'esprit des thèses de Wen Tiejun sur le problème agraire chinois, ils défendent la propriété foncière collective en zone rurale comme étant l'héritage le plus précieux de la révolution de 1949.

Le décollage de la Chine s'appuie largement sur l'exploitation du secteur rural du pays. Aujourd'hui, le choix de s'orienter vers l'exportation est devenu un modèle si dépendant et porteur de déséquilibres internes que la Chine doit faire d'énormes efforts pour modifier sa trajectoire de développement en investissant dans la société rurale, afin de garantir le progrès social et préserver l'environnement. Des solutions pour promouvoir une voie alternative pourraient consister à réactiver et revaloriser le statut de la paysannerie, redécouvrir les idées pionnières des mouvements de reconstruction rurale, et soutenir les expériences de revitalisation des régions rurales actuellement pratiquées dans le pays, en tant que tentatives renouvelées et puissantes, à la fois populaires et écologiques, de surmonter les aspects les plus destructeurs du capitalisme mondial contemporain.

55

L'Asie (II) : l'Inde

*Utsa Patnaik*⁶ expose le contexte politico-économique des luttes paysannes pour la terre et la sécurité des moyens

⁶ Ch. 5 : « The political-economic context of the peasant struggles for livelihood security and land in India ».

de subsistance en Inde. Elle commence par rappeler que la paysannerie et les travailleurs ruraux des pays du Sud subissent aujourd'hui des pressions sans précédent historique sous les attaques du capital, en particulier contre les moyens d'assurer leur subsistance, et parmi eux la terre, dans le but de contrôler l'usage des terres pour ses propres intérêts, et de détourner des terres agricoles à des fins non agricoles. Un tel mouvement est similaire à celui de l'accumulation primitive qui eut lieu en Europe occidentale entre le XVI^e et le XIX^e siècle, même si à l'heure présente, la paysannerie du Sud n'a plus nulle part où migrer, à part les bidonvilles des mégapoles. Mais désormais, les paysans se tournent de la résistance passive à la contestation active contre la domination du capital global, et se changent d'objets en sujets de l'histoire.

Patnaik décrit les cas de grande détresse agraire en Inde, du chômage aux suicides, et affirme que les inégalités ont considérablement augmenté à partir des années 1990 du fait des politiques néolibérales et que les conditions de vie des masses pauvres de travailleurs ont dans l'ensemble empiré – sauf là où des interventions positives ont été prises pour garantir les moyens de subsistance. Dans l'Inde rurale, cette situation résulte de tentatives pour s'emparer des terres et ressources paysannes par des firmes nationales et étrangères, soutenues par l'État. Parallèlement, le chômage est en partie dû à l'incapacité de traduire une croissance économique plus élevée mais sans redistribution des revenus en création d'emplois, tandis que le pouvoir d'achat est érodé par l'inflation des prix des produits de première nécessité pour les gens du peuple, oubliés par la stratégie des classes dominantes de soumission au capital financier.

L'auteur souligne que la tendance principale observée dans l'économie indienne – dont les deux tiers de la main-d'œuvre sont occupés dans l'agriculture – est que la part relative de cette dernière (plus la sylviculture et la pêche) dans le produit intérieur brut a diminué, notamment pour des cultures comme les céréales alimentaires, alors que celle de l'industrie a stagné, et que celle des services a augmenté. Dans un contexte d'ouverture commerciale, de contraction budgétaire, de démantèlement du système des prix stabilisateurs et d'acquisition de terrains pour les zones économiques spéciales, l'État a lancé une attaque contre les petits agriculteurs, au nom du « développement », en fait au bénéfice d'une petite minorité de spéculateurs immobiliers, créant donc une crise agraire qui intensifie la lutte pour la terre.

Aussi les petits producteurs ont-ils été exposés à de fortes fluctuations de prix, forcés à s'endetter auprès de banques ou d'usuriers, contraints de céder leurs terres pour rembourser des dettes impayées ou même poussés au suicide. Avec la mise en application de l'agenda néolibéral, la concentration de la propriété foncière opère à l'échelle du pays et l'insécurité des conditions de subsistance se répand. Par conséquent, l'activité agricole est de moins en moins viable. L'auteur analyse les résistances en cours des paysans contre l'accaparement ou le détournement d'usage des terres. Elle décrit aussi la répression subie par les rébellions paysannes, mais également les victoires remportées lorsque les gouvernements des États ont dû retirer leurs projets ou concéder des compensations.

Patnaik analyse les caractéristiques économiques des terres, non produites par le travail humain, et les implications de la détermination de son prix, différent de celui des produits agricoles. Sur la base de la capitalisation des revenus par le marché, le prix des terres – en système capitaliste – peut varier considérablement, en fonction de son utilisation et du rendement associé. C'est là que réside la racine du mécontentement des paysans, contraints (et trompés) par les gouvernements des États à vendre leurs terres à bas prix, et ce, avec des compensations très inférieures aux bénéfices réalisés par les investisseurs ou spéculateurs privés, qui les découpent à des fins lucratives. Un effet indésirable, entre autres, est que la superficie totale cultivée stagne et que la croissance de la production se ralentit, ce qui entraîne une inflation des prix alimentaires et une contraction de la demande. L'auteur affirme pour finir que croire – comme le font les firmes en collusion avec l'État en Inde – que les paysans peuvent être traités comme des dupes est une erreur parce qu'ils sont conscients de leurs droits et résistent dorénavant avec force.

57

L'Océanie

Rémy Herrera et Poëura Tetoe⁷ étudient l'Océanie, et spécifiquement la Papouasie Nouvelle-Guinée. Ils essaient d'élucider le « paradoxe *Papua Niugini* » de la coexistence frappante entre un prétendu « archaïsme » de la propriété foncière – ne reposant pas

⁷ Ch. 6.: « The Papua Niugini paradox: land property archaism and modernity of peasant resistance ? » .

sur la propriété privée, comme dans la plupart des pays insulaires océaniques – et la vivacité des résistances paysannes face au capitalisme néolibéral, notamment contre la pénétration des investissements étrangers dans les mines, les hydrocarbures et les ressources naturelles, y compris la forêt et l'eau. L'accès à la terre est un véritable problème dans ce pays où la majorité de la population est toujours concernée par les cultures de subsistance pour l'autoconsommation, des règles « coutumières » continuent d'être appliquées sur plus de 90 % des sols du territoire et l'usage de la terre est la source de conflits aigus entre les firmes transnationales, l'État et la société.

Herrera et Teto examinent l'attachement de ce peuple à la terre. La colonisation européenne a intégré les populations autochtones au capitalisme mondial, transformant la plupart d'entre elles en petits agriculteurs et les rendant dépendants de compagnies coloniales de plantations. Pourtant, un trait caractéristique de cette société paysanne est aujourd'hui la persistance d'institutions traditionnelles de défense de la propriété foncière collective. Les auteurs analysent cette connexion à la terre, les pratiques coutumières et la propriété collective de la terre dans un contexte où cette dernière aiguise les intérêts privés et leur désir de la voir enregistrée et privatisée. Ils expliquent aussi l'ambivalence de la position de l'État, qui fait face aux fortes pressions des investisseurs étrangers et des donateurs internationaux, au point que la prédominance de formes collectives traditionnelles d'organisation sociale au sein d'une structure inhabituelle de propriété foncière n'a pas empêché les exportations croissantes de minéraux, d'hydrocarbures et de produits agroalimentaires. Le rôle protecteur de l'État sur l'usage des terres coutumières n'a été efficace que là où les intérêts privés ne sont pas engagés et où aucune ressource n'est découverte. Ailleurs, l'État a accaparé la terre pour en céder l'exploitation. Le contrôle des ressources naturelles et leur exploitation par des firmes étrangères sont réalisés avec le soutien de l'État, qui articule ce processus d'appropriation des terres avec les structures ancestrales de propriété foncière collective, sans avoir à introduire de marchés « libres » de la terre.

Même si la logique de l'« idéologie de la propriété foncière » gagne du terrain et si nombre de paysans ont été réceptifs aux compensations financières, les structures sociales, au lieu de s'effondrer, se sont adaptées. Malgré les pressions à l'individualisation de la propriété foncière, les autorités de Papouasie Nouvelle-Guinée ne sont pas parvenues à mettre en cause la propriété foncière coutumière

collective. La raison est à rechercher dans les résistances populaires de la société paysanne à la privatisation des terres, à l'imposition d'un cadastre moderne des terres et à leur gestion par les lois capitalistes.

Herrera et Tetoé retracent l'histoire de l'enregistrement des terres coutumières et de l'établissement de systèmes cadastraux depuis l'administration coloniale australienne jusqu'à la récente composante « réforme agraire » des PAS, imposés conjointement par l'État et les donateurs étrangers. Ils affirment la légitimité des mobilisations populaires, regroupant de larges pans de la société civile (et même de l'armée) contre la privatisation des terres coutumières conçues comme un patrimoine commun, et de leurs revendications pour le progrès social, dans l'un des pays présentant les plus faibles indicateurs sociaux au monde.

Ce qui est ici défendu, c'est la légitimité du principe de propriété foncière collective et de libre accès à la terre pour la communauté paysanne ; ce qui est démontré, c'est la possibilité d'autres règles pour l'usage de la terre ; ce qui est recommandé, c'est le maintien de l'existence d'une agriculture paysanne non capitaliste. Des contraintes oblitèrent les luttes d'un peuple pour devenir le maître de sa destinée. Le gouvernement a certes peu de marge de manœuvre. Mais une alternative au néolibéralisme est requise, grâce à une alliance de classe autour de la paysannerie, afin de construire une stratégie de développement moderne bénéficiant au peuple tout entier.

59

L'Europe

L'équipe de la Coordination européenne de *La Via campesina*⁸, notamment *Gérard Choplin*, examine les difficultés de l'agriculture européenne, diverse dans ses productions et ses structures, ainsi que les luttes paysannes sur ce continent. La plupart de ces agriculteurs reçoivent des revenus plus faibles que les salaires minima des autres catégories professionnelles et vivent sous la pression des crises sectorielles récurrentes en raison des politiques néolibérales appliquées et du risque d'élimination de leurs petites ou moyennes exploitations. Alors que le travail agricole est mal reconnu et qu'est menacé l'environnement, les subventions destinées à compenser les prix qui sont souvent en dessous des coûts de production bénéficient surtout à une minorité de grands producteurs de l'agrobusiness et

⁸ Ch. 7. : « An overview of the European peasants and their struggles ».

imposent un dumping aux pays du Sud. La confrontation n'est pas entre Nord et Sud, mais entre deux visions de l'agriculture : celle de la libéralisation agricole et celle de la souveraineté alimentaire. Les auteurs démontrent qu'une Europe sans agriculteurs ne serait pas la preuve de son développement. Les choses ne changeront que si les agriculteurs et les citoyens européens agissent ensemble, en solidarité avec les mouvements paysans du Sud, pour arracher leurs sociétés à la soumission aux transnationales.

Chopin *et al.* expliquent les problèmes auxquels font face en commun, malgré leur diversité, tous ces agriculteurs, aux prises avec l'industrialisation et la mondialisation : productivisme, disparition des plus petites exploitations, attaques contre l'agriculture paysanne par l'agrobusiness, endettement, sous-traitance de productions agricoles, monocultures, diffusion d'OGM, pollution... Face à de telles destructions et à l'inertie de bien des organisations professionnelles soumises à l'intérêt de puissances économiques dominantes, les agriculteurs européens ont commencé à résister. Les auteurs décrivent les évolutions de ces luttes, qui ont abouti à l'émergence d'un mouvement paysan européen, connecté aux sociétés civiles et aux mouvements internationaux, proposant des alternatives, du niveau local-national au mondialisé : contre la concentration de terres par l'agrobusiness, la diffusion des OGM, l'appropriation des semences par des firmes industrielles, ou les politiques et règles néolibérales du commerce international en matière agricole promues par l'Organisation mondiale du commerce.

Les auteurs analysent les alternatives ouvertes par la crise globale du système dominant. Selon eux, les tâches des agriculteurs européens devraient être de faire de la souveraineté alimentaire en tant que droit et devoir le cadre même des politiques agricoles et construire une large alliance des citoyens européens – producteurs et consommateurs – afin d'atteindre cet objectif ; de promouvoir un nouveau modèle agricole créateur d'emplois, au service d'une population bien nourrie, et respectueux de l'environnement ; de travailler à concevoir une gouvernance alimentaire mondiale ; et de participer aux mobilisations internationales pour la défense de la nature, du climat et de la biodiversité menacés par les accords de libre-échange de l'OMC. Des initiatives locales destinées à relocaliser la production alimentaire se multiplient aujourd'hui sur tout le continent.

Enfin, l'équipe de la coordination européenne de *La Via campesina* conclut qu'une autre politique agricole et alimentaire

commune européenne est possible, mais que cela supposerait de très profonds changements dans l'ordre des priorités. Ces dernières devraient s'efforcer de maintenir et développer une agriculture paysanne sociale et soutenable, nourrissant les populations, préservant leur santé et l'environnement, et conservant les espaces ruraux vivants ; garantissant aux paysans des conditions de vie décentes grâce à des revenus satisfaisants et sûrs, ainsi que la reconnaissance et l'attractivité de leur profession ; en relocalisant des productions alimentaires lorsque cela est possible ; en allouant des aides publiques aux productions qui bénéficient effectivement à l'emploi et à l'environnement.

Vers une convergence des luttes paysannes

Quelle que soit la région considérée, toutes les contributions soulignent l'échec général du capitalisme pour résoudre les problèmes agraires et agricoles. La détérioration de la situation des agricultures paysannes à la suite de l'exacerbation de la dimension alimentaire de la crise systémique actuelle du capitalisme a confirmé l'incapacité structurelle de ce système à surmonter les contradictions internes qu'il génère lui-même depuis ses origines, aux niveaux local, national et régional, mais aussi global. Ces problèmes – ceux des familles paysannes productrices, ceux des consommateurs et ceux de tous les citoyens – atteignent aujourd'hui les limites du supportable, notamment en matière de protection de l'environnement.

Au Sud, où plus de la moitié des pays ont perdu la capacité d'approvisionner leur peuple en biens alimentaires, où trois milliards de personnes restent sous-alimentées, où des masses de familles pauvres ont perdu leurs terres et moyens de production alimentaire, où les conditions de vie des paysans – comme dans les bidonvilles urbains surpeuplés par l'exode rural – sont dramatiques, ils ont même dépassé ces limites et sont simplement inhumains, donc inacceptables. Clairement identifié par tous les auteurs, l'ennemi commun de tous ces peuples, du Sud et du Nord, est le capital financier. Ce dernier, toujours plus destructeur et barbare, est pourtant en crise.

Pour les peuples en lutte, le principe directeur est le contrôle par les communautés de la gestion des terres et de l'eau en tant que biens communs, dont on ne doit pas autoriser la marchandisation ni la privatisation. La réforme agraire visant à redistribuer les terres aux paysans est à l'ordre du jour dans la plupart des pays d'Asie du

Sud et du Sud-Est, d'Afrique et d'Amérique latine. La souveraineté alimentaire est au cœur de ces luttes. Pour l'atteindre, un mode de production autre que celui du système capitaliste devra être pratiqué. Une réinvention de la façon dont les sociétés humaines produisent et consomment est le seul moyen de sortir de la crise catastrophique dans laquelle est plongée l'humanité. C'est aussi l'analyse des paysanneries par une certaine intelligentsia de gauche, comme des « résidus » du passé, aux mentalités archaïques et arc-boutées sur la défense d'intérêts corporatistes, qui devront évoluer. C'est la modernité même qu'il conviendrait de repenser.

62

L'accès à la terre et aux autres ressources nécessaires à la reproduction de la vie, en tant que biens communs, est un droit légitime pour tous les paysans, les travailleurs et les gens du peuple. Pour que la souveraineté alimentaire sauvegarde des modes de gestion collective autonomes, il faudra accepter la présence des agricultures familiales sur tout le futur prévisible du XXI^e siècle. Pour résoudre les questions agraires et agricoles, il faudra se libérer de la logique destructrice qui anime aujourd'hui le capitalisme sous domination financière. Pour modifier les règles actuelles de domination impérialiste du commerce international, paysans, travailleurs et peuples du Nord et du Sud devront s'unir afin de faire face ensemble à leur ennemi commun – le capital financier et ses alliés locaux – et reconstruire des stratégies alternatives pour la longue et difficile transition au communisme.

Références

- Amin S. (dir.) (2005), *Les luttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXI^e siècle*. Les Indes savantes, Paris.
- GRAIN (2009), « Grabbing Land for Food », *Grain Seedling*, Janvier.
- Herrera R. et K.C. Lau (à paraître en juillet 2015), *The Struggle for Food Sovereignty*, Pluto Press, Londres.
- Mazoyer M. et L. Roudart (1997), *Histoire des agricultures du monde*, Seuil, Paris.
- Nicholson P., X. Montagut et J. Rulli (2012), *Terre et liberté !*, CETIM, Genève.
- Shivji I. (2009), *Where is Uhuru ? The Struggle for Democracy in Africa*. Fahamu Books, Oxford.
- Boo Wen T. (2009), *The « San Nong » Problem and Institutional Transition*, China Economic Press, Beijing.

LA LUTTE POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Résumé:

Cet article est consacré aux problèmes rencontrés par les agricultures paysannes du Sud et du Nord dans la période néolibérale actuelle de domination du capital financier à l'échelle mondiale, ainsi qu'aux luttes paysannes pour leur émancipation sociale et leur légitime droit d'accès à la terre et à la nourriture. D'évidence, de telles luttes concernent également toutes les catégories de travailleurs et le peuple dans son ensemble, dans la mesure où ce qui est en jeu, c'est le défi de parvenir à la souveraineté alimentaire et de construire nos sociétés, aux niveaux local, national et global, sur les principes de justice sociale, d'égalité et de démocratie réelle.

